

Statistique financière

Département de la Justice
et des Finances

Delémont, mars 2001

République et Canton
du Jura



COMPTES 2000

Comptes 2000 de l'Etat jurassien

Table des matières

Communiqué du 14 mars 2001

(Cliquez sur l'intitulé pour atteindre
la page correspondante)

1. Compte administratif

Compte administratif de l'Etat	1
Présentation schématique des comptes en quatre phases	2

2. Compte de fonctionnement

Evolution des charges	3
Evolution des charges (graphique)	4
Evolution des charges par rapport au budget 2000	5
Evolution des charges par rapport aux comptes 1999	6
Evolution des dépenses générales	7
Evolution des dépenses de transfert	8
Comment est dépensé l'argent du contribuable	9
Effectif du personnel	10
Evolution des revenus	11
Evolution des revenus (graphique)	12
Evolution des revenus par rapport au budget 2000	13
Evolution des revenus par rapport aux comptes 1999	14
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux	15
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux (graphique)	16

3. Compte d'investissement

Volume des investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal	17
Ecart du compte d'investissement par rapport au budget 2000	18
Les grands chantiers de l'Etat	19
Répartition des subventions d'investissements nettes	20

4. Situation financière

Evolution du résultat de fonctionnement et de l'insuffisance de financement	21
Evolution du résultat de fonctionnement et des écarts budgétaires	22
Evolution du degré d'autofinancement	23
Dettes et intérêts passifs	24
Evolution de la dette brute et des intérêts passifs (graphique)	25
Evolution des quotes-parts de l'Etat	26
Défis et enjeux financiers	27

Comptes de l'Etat jurassien pour 2000



Confirmation du retour à l'équilibre et amélioration du financement

Résultats

Les comptes 2000 confirment de façon réjouissante le retour à l'équilibre atteint l'année passée après huit années déficitaires. Le bénéfice du compte de fonctionnement est de 4 millions alors que le budget tablait sur un excédent de charges de 6,4 millions. L'écart budgétaire de 10,4 millions paraît important, mais il ne représente pourtant que 1,75% du total des recettes. Il est attribuable principalement aux parts fédérales et aux recettes fiscales propres, alors que les charges réelles de fonctionnement sont conformes aux prévisions. Quant aux investissements nets, ils se montent à 37,6 millions, tandis que le budget prévoyait 42,3 millions. Dès lors, les comptes 2000 dégagent pour la première fois un excédent de financement de l'ordre de 9 millions. Le degré d'autofinancement a atteint, quant à lui, 123,9%.

Charges de fonctionnement

Globalement, les charges de fonctionnement atteignent 588,9 millions. En éliminant les écritures neutres du point de vue du résultat (subventions redistribuées, fonds) et les amortissements, les charges réelles de fonctionnement atteignent 456 millions, ce qui correspond à une légère sous-utilisation budgétaire de 4,7 millions ou 0,9%. Cet écart est attribuable principalement aux dépenses à charge du fonds de crise et aux hospitalisations extérieures moins élevées que prévu, compensées partiellement par des charges de personnel supérieures au budget (renchérissement et effectifs). La comptabilisation d'un amortissement extraordinaire du découvert pour une somme de 9,9 millions mérite également d'être mentionnée. Cette opération répond à la volonté du Gouvernement d'assurer de manière durable l'équilibre des finances cantonales.

Revenus de fonctionnement

Ils s'élèvent à 592,9 millions alors que le budget prévoyait des revenus d'un total de 566,8 millions. Abstraction faite des subventions à redistribuer, les revenus dépassent encore le budget de 16,0 millions ou 3,2%, respectivement ils augmentent de 26,6 millions ou 5,5% par rapport à l'année précédente. Cette situation est attribuable aux parts fédérales comme à la fiscalité jurassienne. On peut citer principalement la part inhabituellement conséquente de l'impôt anticipé dis-

tribuée aux cantons ainsi que la progression particulièrement importante des rentrées fiscales des personnes morales.

Investissements nets

Les investissements nets réalisés en l'an 2000 atteignent 37,6 millions, d'où un écart budgétaire se montant à - 4,7 millions. Il est lié à des coûts moins élevés que prévu et à des non-réalisations de chantiers dans le domaine des constructions et transformations de bâtiments, respectivement aux retards intervenus dans l'avancement des travaux de l'A16. Méritent également d'être signalés les 17,1 millions de subventions nettes versées en 2000, principalement aux secteurs de la santé, des eaux et de l'agriculture.

Dettes et intérêts

La dette brute a été stabilisée et les emprunts échus en début d'année 2001 pourront être renouvelés sans augmentation de l'endettement. Celui-ci reste cependant trop élevé (22,5% du revenu cantonal) et les charges d'intérêts qui en découlent sont conséquentes puisqu'elles absorbent 10,2% des recettes fiscales totales (moyenne 1999 de l'ensemble des cantons: 8,4%). De plus, le risque lié à des variations de taux d'intérêts est élevé si on considère les échéances d'emprunts des années à venir.

Défis et enjeux financiers

Les bons résultats dégagés en l'an 2000 doivent être appréciés dans un contexte plus global comportant nombre d'incertitudes pouvant influencer considérablement sur l'état des finances cantonales. Nous pensons notamment au projet de nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons, au produit de la vente des réserves excédentaires d'or de la BNS, aux effets des réformes fiscales à venir, à l'évolution conjoncturelle, aux ressources nécessaires pour concrétiser le projet «Jura Pays ouvert» ainsi qu'à la progression structurelle de certains types de coûts. Face à ces différents enjeux, le Gouvernement maintiendra ses efforts pour assurer l'équilibre durable des finances cantonales.

Delémont, le 14 mars 2001



PRÉSENTATION DES COMPTES 2000

COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ÉTAT

Montants arrondis en milliers de francs

Le compte de fonctionnement 2000 confirme le retour à l'équilibre. L'amélioration du financement de 25,6 mios par rapport au budget s'explique en grande partie par les rentrées supplémentaires d'impôts fédéraux (9,9 mios) et cantonaux (9,8 mios) et des investissements nets inférieurs de 4,7 mios, les nombreuses autres variations tendant à se compenser. Par rapport aux comptes 1999, l'amélioration du financement est de 11,8 mios.

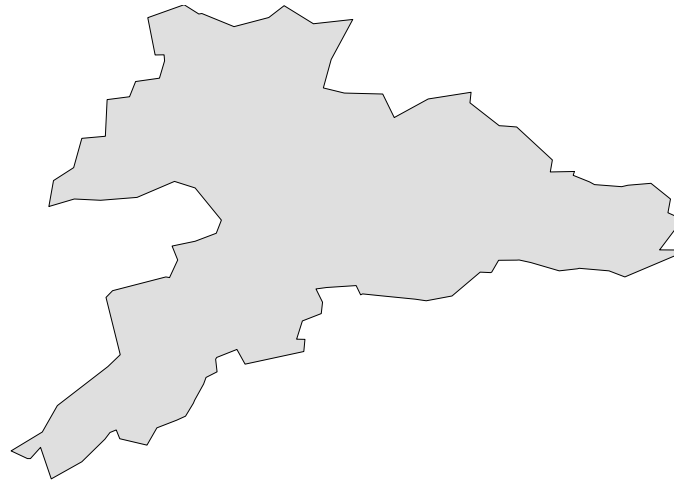
	Comptes 1999		Budget 2000		Comptes 2000	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Fonctionnement						
Charges et revenus	563'898	564'720	573'209	566'847	588'918	592'930
Excédent de charges / revenus	822			6'362	4'012	
Investissements						
Dépenses et recettes	59'683	24'680	62'124	19'827	56'913	19'298
Investissements nets		35'003		42'297		37'615
Financement						
Investissements nets	35'003		42'297		37'615	
Amortissements		31'339		32'029		42'604
Excédent de charges/revenus (fonctionnement)		822	6'362			4'012
Insuffisance/excédent de financement		2'842		16'630	9'001	
Variations au bilan						
Insuffisance/excédent de financement	2'842		16'630			9'001
Report au bilan (passifs)	56'018		51'856		61'902	
Report au bilan (actifs)		59'683		62'124		56'913
Augmentation/diminution nette du découvert	822			6'362	4'012	



4 VARIATIONS AU BILAN

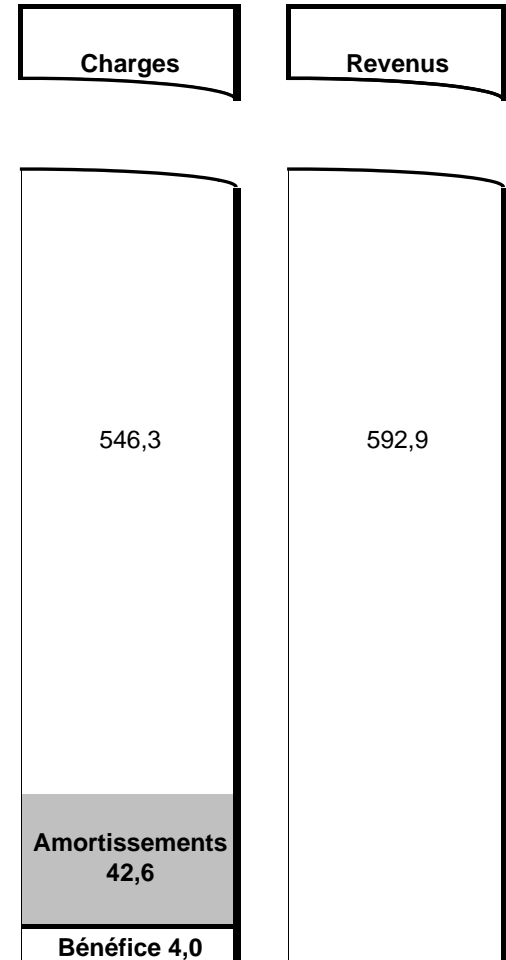
Diminution du découvert 4,0
Report au bilan (passifs) 61,9

Excédent de financement 9,0
Report au bilan (actifs) 56,9



Montants en millions de francs

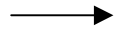
1 FONCTIONNEMENT



2 INVESTISSEMENTS

Investissements 56,9

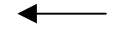
Recettes 19,3
Investissements nets 37,6



3 FINANCEMENT

Investissements nets 37,6
Excédent de financement 9,0

Bénéfice 4,0
Amortissements 42,6

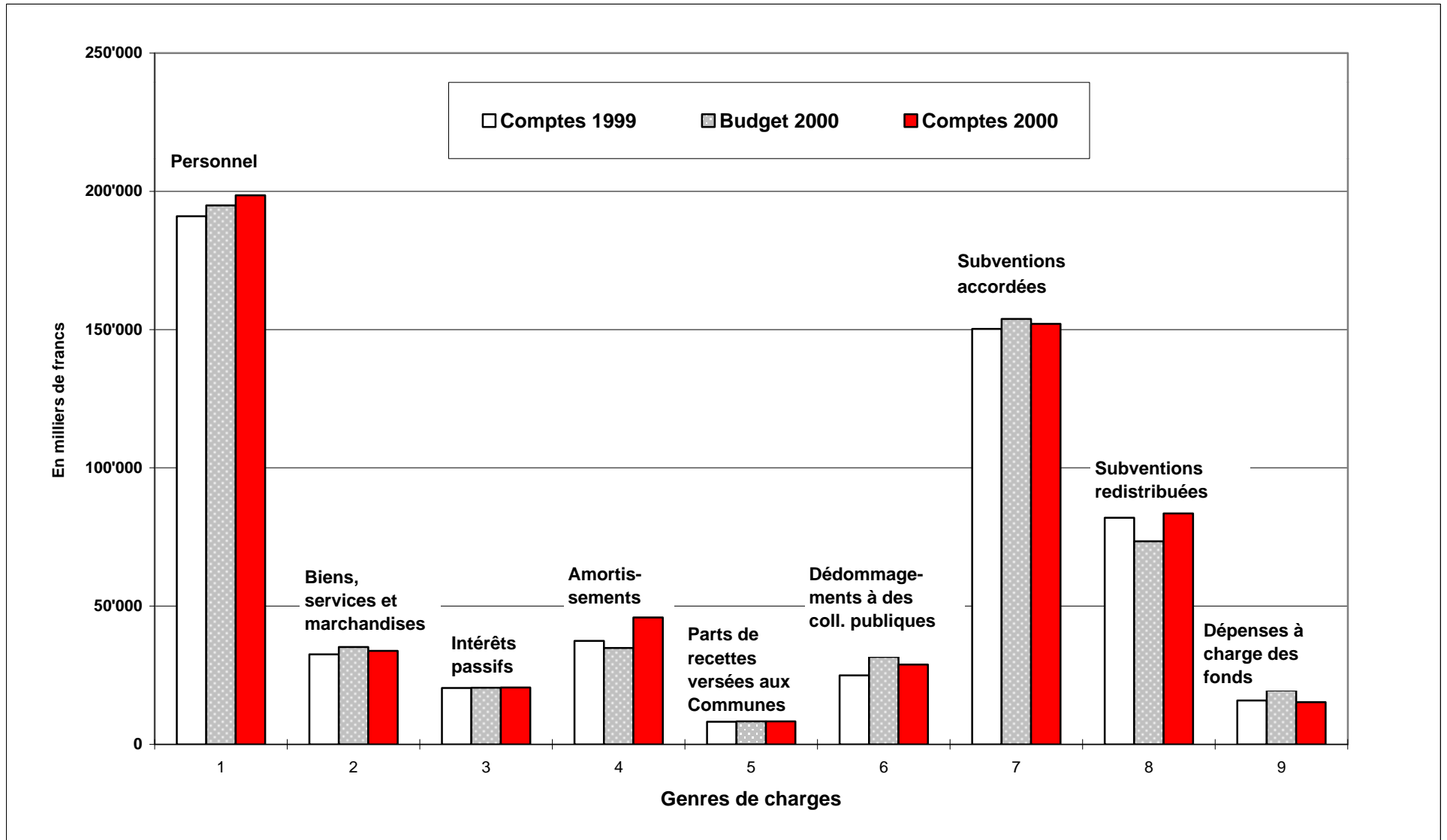




Montants arrondis en milliers de francs

Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat (subventions redistribuées et fonds) et des amortissements, l'écart des charges réelles entre budget et comptes est de - 0,9%. Ces mêmes charges progressent de +2,4% par rapport aux comptes 1999.

No	Libellé du compte	Comptes 1999		Budget 2000		Comptes 2000		Ecarts sur le budget
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
30	CHARGES DE PERSONNEL	190'977	33.87	194'911	34.00	198'551	33.71	1.87
31	BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES	32'531	5.77	35'203	6.14	33'786	5.74	-4.03
32	INTERETS PASSIFS	20'362	3.61	20'485	3.57	20'555	3.49	0.34
33	AMORTISSEMENTS	37'410	6.63	34'829	6.08	45'893	7.79	31.77
34	PARTS DE RECETTES VERSEES AUX COMMUNES	8'151	1.45	8'296	1.45	8'278	1.41	-0.22
35	DEDOMMAGEMENTS A DES COLLECTIVITES PUBL.	24'946	4.42	31'615	5.52	28'870	4.90	-8.68
36	SUBVENTIONS ACCORDEES	150'262	26.65	153'863	26.84	152'070	25.82	-1.17
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	81'924	14.53	73'424	12.81	83'504	14.18	13.73
377	DEPENSES A CHARGE DES FONDS	15'854	2.81	19'489	3.40	15'248	2.59	-21.76
38	ATTRIBUTIONS AUX FONDS	526	0.09	188	0.03	1'260	0.21	570.21
39	IMPUTATIONS INTERNES	955	0.17	906	0.16	903	0.15	-0.33
3	TOTAL DES CHARGES	563'898	100.00	573'209	100.00	588'918	100.00	2.74



**PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AU BUDGET 2000**

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Subventions redistribuées	37	10.10	Fonds de crise	377	3.30
Amortissement du découvert	33	9.90	Hospitalisations extérieures	35	3.10
Institutions sociales	36	1.65	Pensions alimentaires	36	2.35
Traitements des enseignants	30	1.40	Alimentation du fonds de crise	36	1.10
Personnel des fouilles archéologiques	30	1.35	Entretien A16 et routes cantonales	31	1.05
Mesures sylvicoles	36	1.30	Transports régionaux	36	0.65
Amortissements financiers et administratifs	33	1.15	Prestations complémentaires AVS/AI	36	0.50
Attributions aux fonds	38	1.05	Fonds de compensation financière	377	0.50
Unités psychiatriques et homes médicalisés	36	0.85	Biens et services agriculture	31	0.45
Ecoles privées	36	0.65	Bourses	36	0.40
Pays Ouvert et Réforme	31	0.35	Coopération	36/37	0.35
			Alimentation fonds économie et tourisme	36	0.30
Total		29.75	Total		14.05



**PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AUX COMPTES 1999**

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Amortissement du découvert	33	9.90	Provision	33	3.00
Traitements des enseignants	30	3.45	Pensions alimentaires	36	2.25
Ecoles professionnelles extérieures	35	2.10	Fonds de crise	377	2.10
Personnel administratif	30	1.90	Part du Canton à l'AVS et à l'AI	36	1.80
Subventions redistribuées	37	1.60	Bourses	36	0.80
Amortissements financiers et administratifs	33	1.60	Centre de Gestion Hospitalière	36	0.50
Mesures sylvicoles	36	1.35			
Personnel des fouilles archéologiques	30	1.30			
Institutions sociales	36	1.25			
Part de la Confédération à la taxe poids lourds	35	1.20			
Prestations complémentaires AVS/AI	36	0.95			
Aide aux chômeurs en fin de droit	36	0.90			
Personnel de la Police	30	0.85			
Biens, services et marchandises divers	31	0.85			
Attribution aux fonds	38	0.75			
Alimentation de fonds	36	0.70			
Universités	35	0.70			
Unités psychiatriques et homes médicalisés	36	0.70			
Fonds de la santé	377	0.60			
Subventions diverses	36	0.60			
Ecoles privées	36	0.55			
Fonds du tourisme	377	0.50			
Réduction de primes assurance maladie	36	0.40			
Dépenses à charge de fonds divers	377	0.40			
Pays Ouvert et Réforme	31	0.35			
Total		35.45	Total		10.45

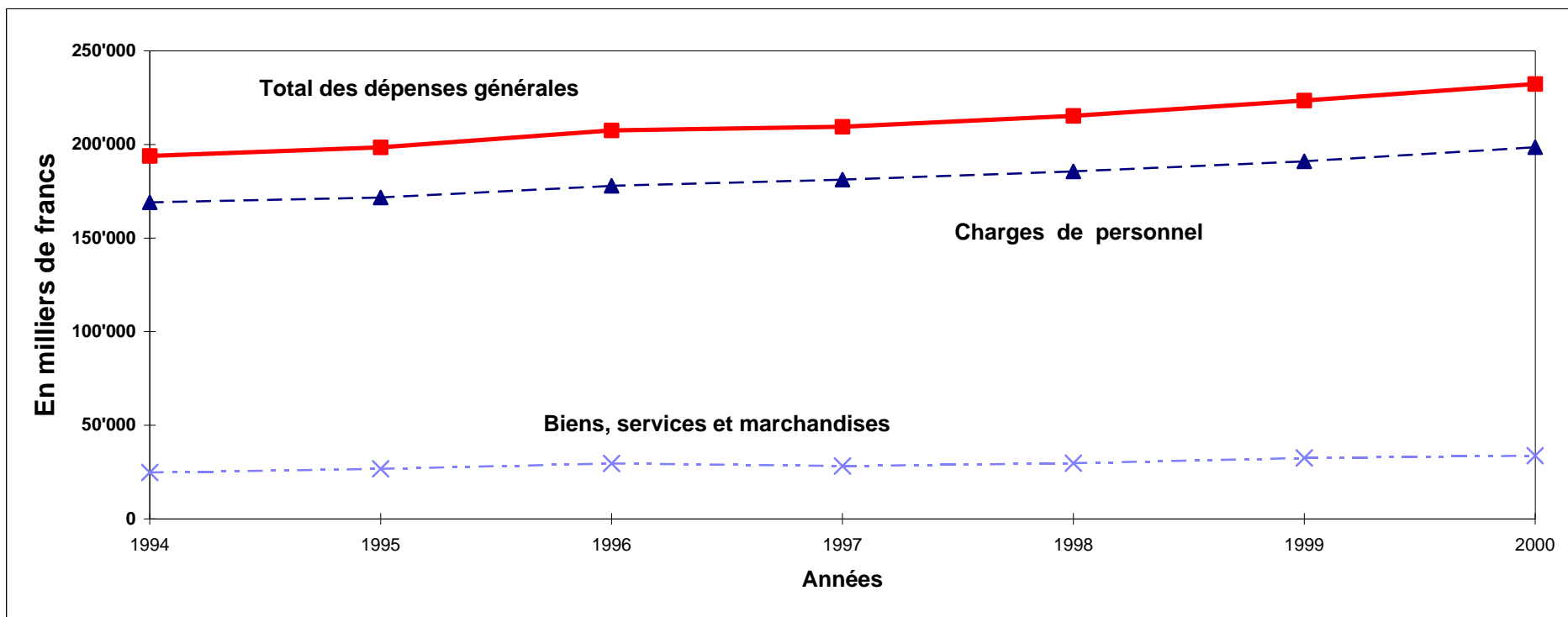


ÉVOLUTION DES DÉPENSES GÉNÉRALES

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Charges de personnel	169'063	171'690	177'944	181'238	185'590	190'977	198'551
Biens, services et marchandises	24'803	26'754	29'618	28'236	29'733	32'531	33'786
TOTAL DES DEPENSES GENERALES	193'866	198'444	207'562	209'474	215'323	223'508	232'337

Le total des dépenses générales est supérieur de 1% au budget, ce qui s'explique en partie par un renchérissement des traitements supérieur à celui planifié. La progression par rapport aux comptes 1999 s'approche de 4%. Elle a été en moyenne de 3% depuis 1994.





PRÉSENTATION DES COMPTES 2000

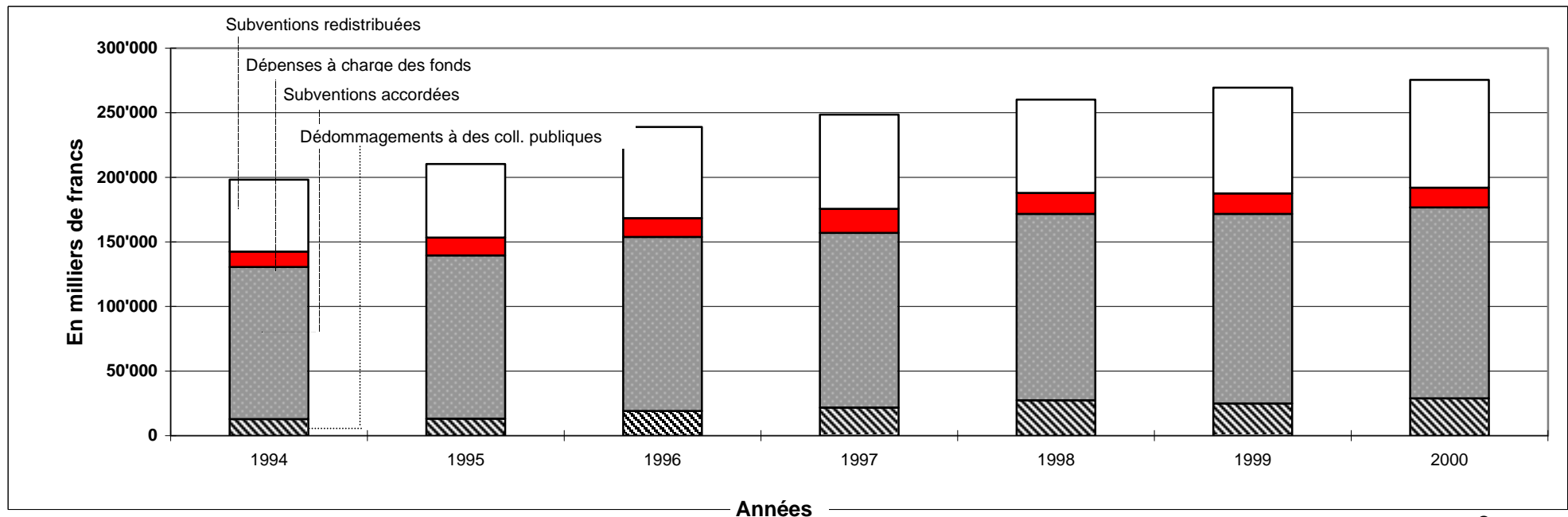
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Dédommagements à des collectivités publiques	12'805	13'129	19'146	21'705	27'420	24'946	28'870
Subventions accordées *)	117'777	126'457	134'656	135'271	144'263	146'712	147'853
Dépenses à charge des fonds	11'937	13'778	14'590	18'677	16'249	15'854	15'248
Subventions redistribuées	55'677	56'907	70'637	72'936	72'209	81'924	83'504
TOTAL DES DEPENSES DE TRANSFERT	198'196	210'271	239'029	248'589	260'141	269'436	275'475

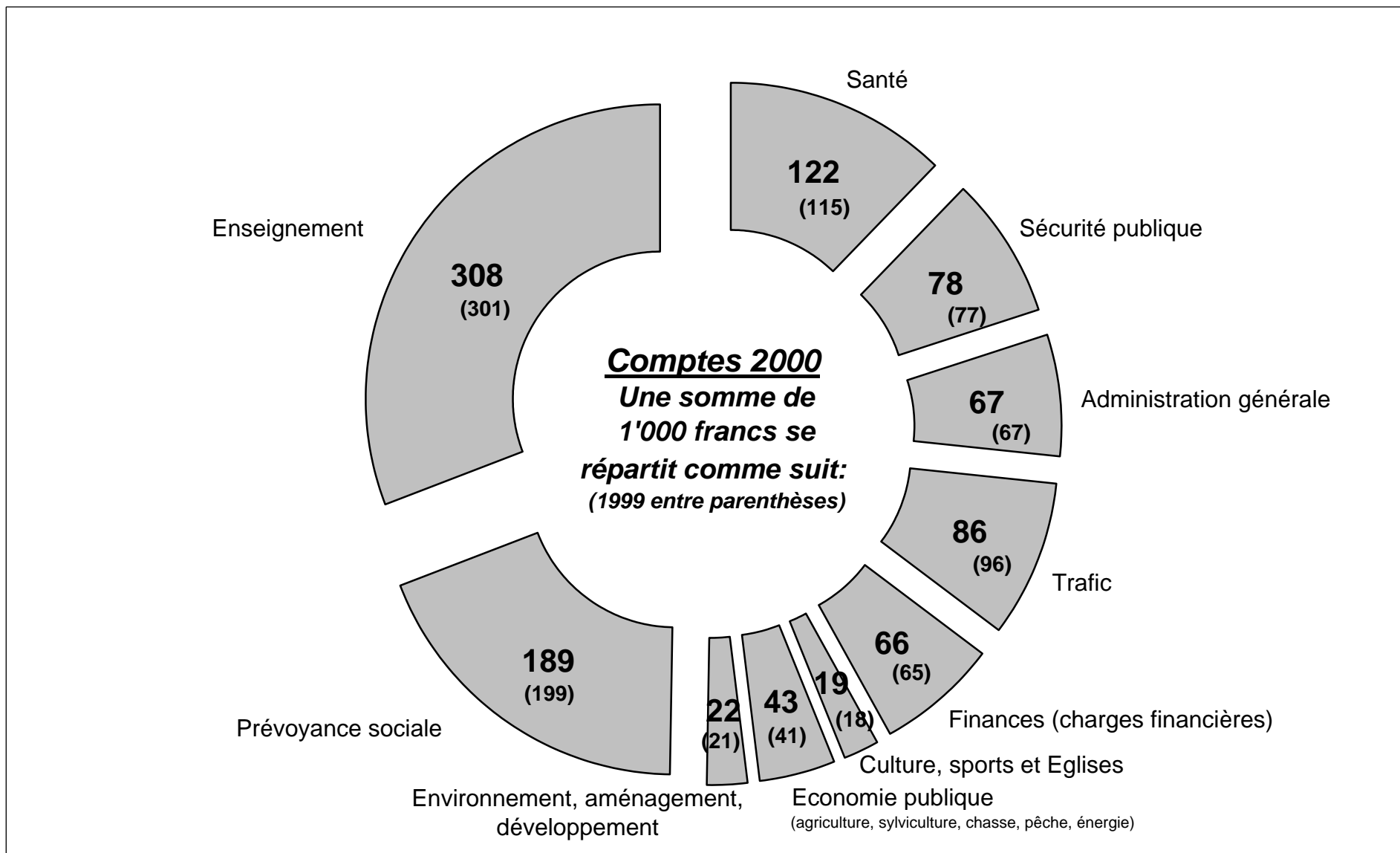
*) sans alimentation des fonds

Abstraction faite des subventions redistribuées, les prestations pécuniaires aux institutions et aux personnes physiques sont inférieures à celles prévues au budget (- 3,5%). Cette variation résulte notamment des hospitalisations extérieures et des dépenses du fonds de crise. Par rapport aux comptes 1999, l'évolution est de +2,4%. Les augmentations principales concernent les écoles professionnelles extérieures et les mesures sylvicoles après l'ouragan de décembre 1999.




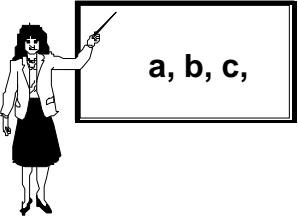


COMMENT EST DÉPENSÉ L'ARGENT DU CONTRIBUABLE





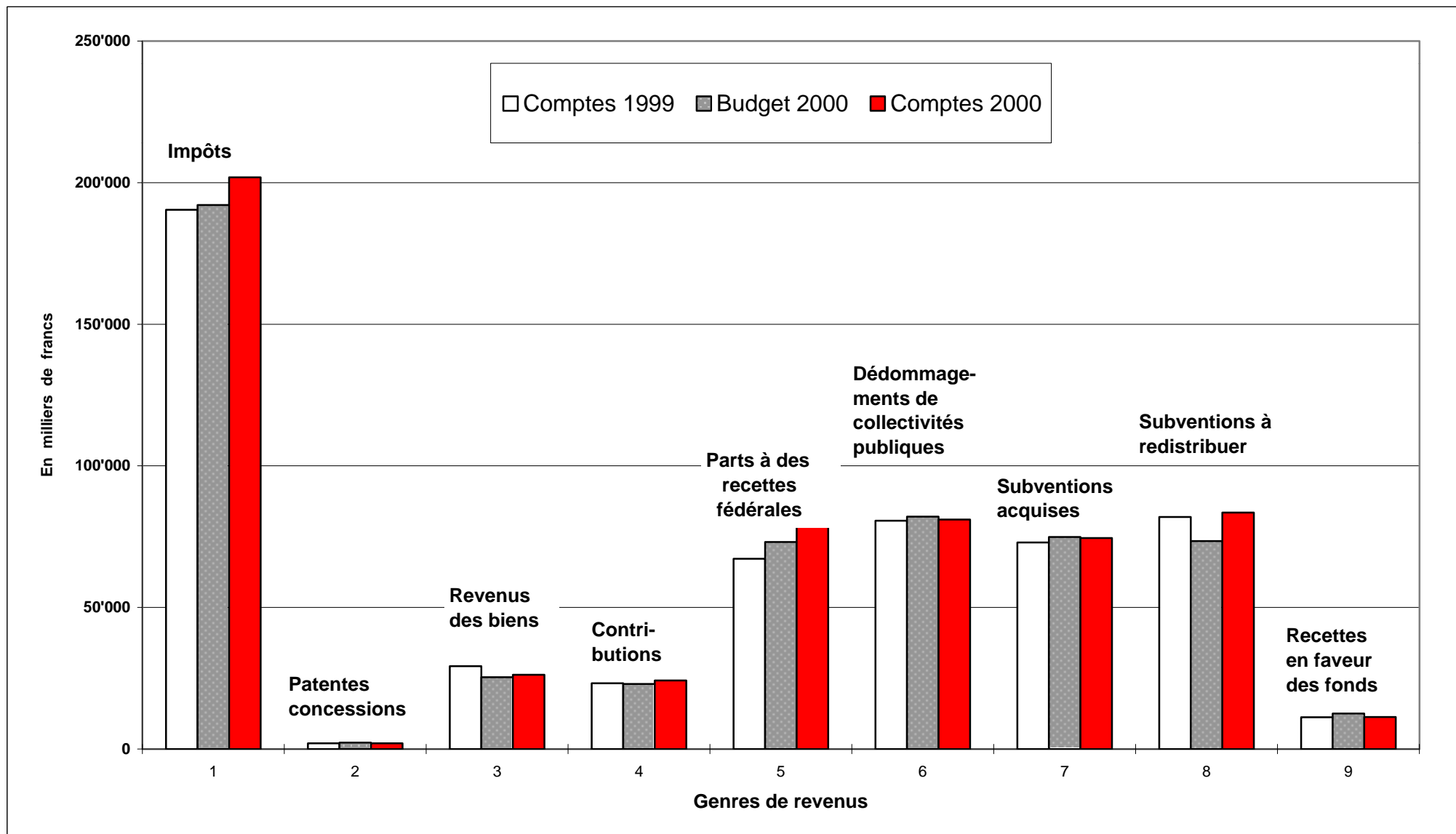
EFFECTIF DU PERSONNEL

	31.12. 1994	31.12. 1995	31.12. 1996	31.12. 1997	31.12. 1998	31.12. 1999	31.12. 2000
PERSONNEL ADMINISTRATIF (sans fouilles archéologiques)							
	736.1	732.8	730.2	732.0	756.8	762.6	779.3
PERSONNEL ENSEIGNANT (base de données dès 31.12.1999)							
	---	---	---	---	---	854.8	870.0



Abstraction faite des subventions à redistribuer, la hausse des revenus par rapport au budget est de 16,0 mios ou encore de 3,2%. Les augmentations principales concernent les impôts (9,8 mios) et les parts fédérales (9,2 mios). L'accroissement par rapport à 1999 atteint 26,6 mios ou encore 5,5% et les causes sont les mêmes, à savoir l'augmentation des recettes fiscales (+11,5 mios) et des parts fédérales (+15,1 mios).

No	Libellé du compte	Comptes 1999		Budget 2000		Comptes 2000		Ecarts sur le budget
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
40	IMPOTS	190'407	33.72	192'090	33.89	201'881	34.05	5.10
41	PATENTES, CONCESSIONS	2'010	0.36	2'270	0.40	2'003	0.34	-11.76
42	REVENUS DES BIENS	29'248	5.18	25'360	4.47	26'226	4.42	3.41
43	CONTRIBUTIONS	23'213	4.11	22'979	4.05	24'215	4.08	5.38
44	PARTS A DES RECETTES FEDERALES	67'194	11.90	73'082	12.89	82'279	13.88	12.58
45	DEDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITES PUBL.	80'627	14.28	82'057	14.48	81'020	13.66	-1.26
46	SUBVENTIONS ACQUISES	72'922	12.91	74'874	13.21	74'500	12.56	-0.50
47	SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	81'924	14.51	73'424	12.95	83'504	14.08	13.73
477	RECETTES EN FAVEUR DES FONDS	11'198	1.98	12'529	2.21	11'317	1.91	-9.67
48	PRELEVEMENTS SUR LES FONDS	5'022	0.89	7'276	1.28	5'082	0.86	-30.15
49	IMPUTATIONS INTERNES	955	0.17	906	0.16	903	0.15	-0.33
4	TOTAL DES REVENUS	564'720	100.00	566'847	100.00	592'930	100.00	4.60





PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AU BUDGET 2000

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes			Diminutions brutes		
	Rubrique	Montants		Rubrique	Montants
Subventions à redistribuer	47	10.10	Recettes du fonds de crise	477	2.30
Impôts des personnes morales	40	8.00	Prélèvement sur les fonds	48	2.20
Part à l'impôt anticipé	44	8.00	Part des communes aux pensions alimentaires	45	0.95
Part à l'impôt fédéral direct	44	1.90	Part aux droits de douane sur les carburants	44	0.65
Impôts des personnes physiques	40	1.10	Part des communes à la santé	45	0.55
Remboursements de frais divers	43	1.10	Recettes d'établissements de santé	43	0.40
Taxe des véhicules	40	0.60	Subventions fédérales aux bourses	46	0.40
Intérêts actifs et dividendes	42	0.60			
Recettes de fonds divers	477	0.60			
Recettes du fonds des déchets	477	0.60			
Part des communes à l'enseignement	45	0.50			
Parts des communes pour chômeurs	46	0.35			
Total		33.45	Total		7.45

**PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AUX COMPTES 1999**

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Part à l'impôt anticipé	44	14.60	Gains comptables en 1999	42	3.00
Impôts des personnes morales	40	7.00	Recettes du fonds de crise	477	1.10
Impôts des personnes physiques	40	2.65	Part aux droits de douane sur les carburants	44	1.05
Part des communes à l'enseignement	45	2.00	Parts des communes à la santé	45	1.05
Taxe des véhicules	40	1.75	Parts des communes aux pensions alimentaires	45	0.90
Subventions à redistribuer	47	1.60	Recettes du fonds de compensation	477	0.85
Part à l'impôt fédéral direct	44	1.50	Part aux bénéficiaires de la BNS	42	0.75
Recettes du fonds des déchets	477	1.00	Subventions fédérales aux bourses	46	0.50
Part des communes pour chômeurs	46	0.90			
Subventions fédérales et communales diverses	46	0.65			
Subventions fédérales A16	46	0.55			
Recettes de fonds divers	477	0.55			
Recettes du fonds de la coopération	477	0.50			
Ecolages d'autres cantons	45	0.50			
Ventes et remboursements de frais divers	43	0.45			
Emoluments et amendes	43	0.45			
Intérêts actifs et dividendes	42	0.40			
Ventes de bois	42	0.40			
Total		37.45	Total		9.20

ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES
ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX

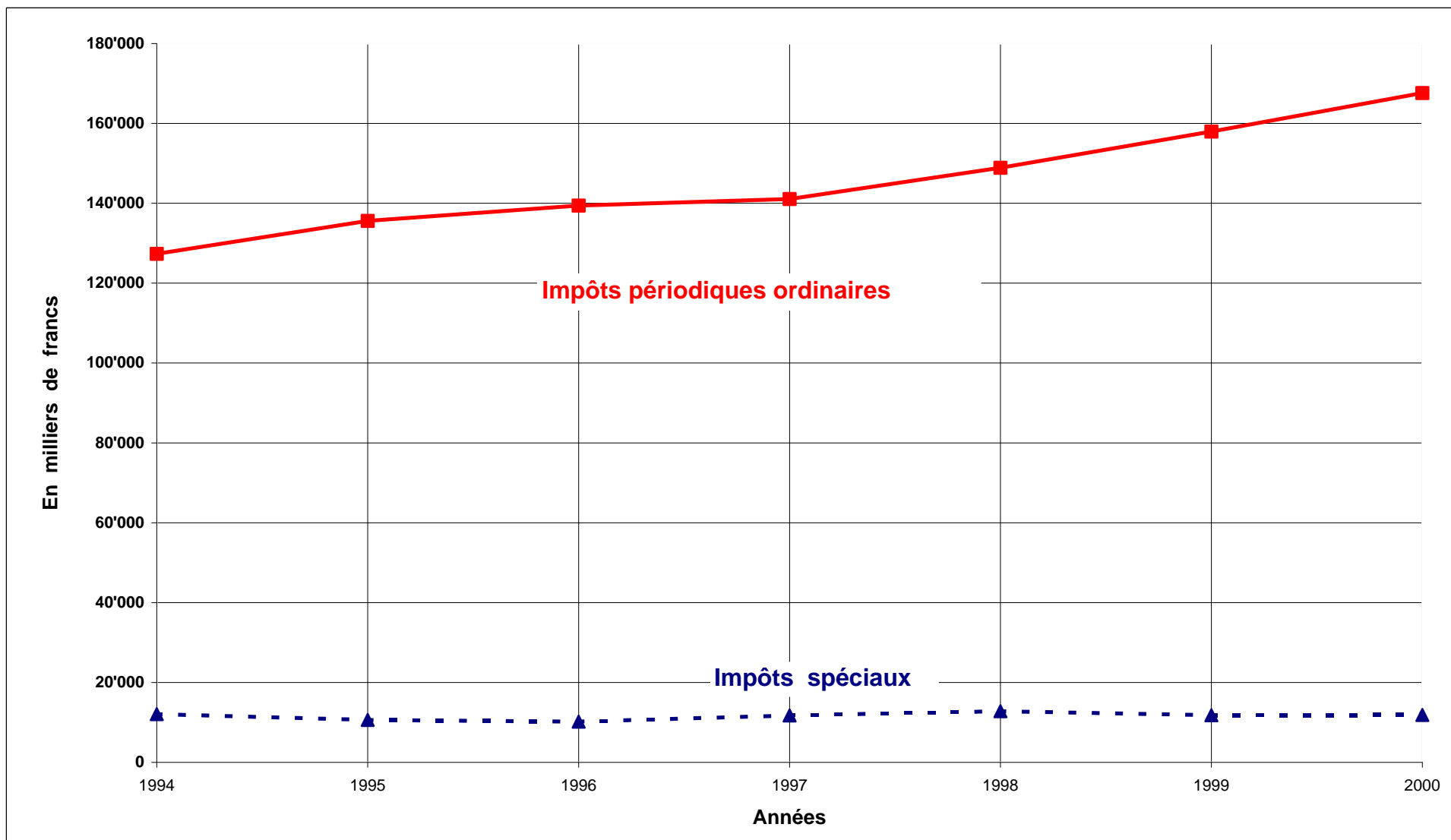
Montants arrondis en milliers de francs

Les impôts périodiques ordinaires ont nettement dépassé la progression escomptée au budget (+5,7%). Par rapport aux comptes 1999, leur évolution est de +6,1%. Ce sont surtout les rentrées des personnes morales (+52,5% par rapport au budget et +43,0% par rapport aux comptes 1999) qui n'avaient pas été anticipées (dimension, structure et conjoncture).

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Impôts périodiques ordinaires							
Impôts sur le revenu et la fortune (400)	116'555	122'474	125'851	129'676	134'654	141'700	144'368
Impôts sur le bénéfice et le capital (401)	10'800	13'115	13'567	11'384	14'238	16'257	23'252
Total	127'355	135'589	139'418	141'060	148'892	157'957	167'620
Impôts spéciaux							
Impôts sur les gains immobiliers et de loterie (403)	2'523	2'237	1'349	1'598	1'193	1'670	1'674
Droits de mutation et gages immobiliers (404)	6'872	6'026	6'794	7'255	7'249	7'244	7'163
Impôts sur les successions et les donations (405)	2'675	2'373	2'048	2'908	4'378	2'888	3'027
Total	12'070	10'636	10'191	11'761	12'820	11'802	11'864



ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX

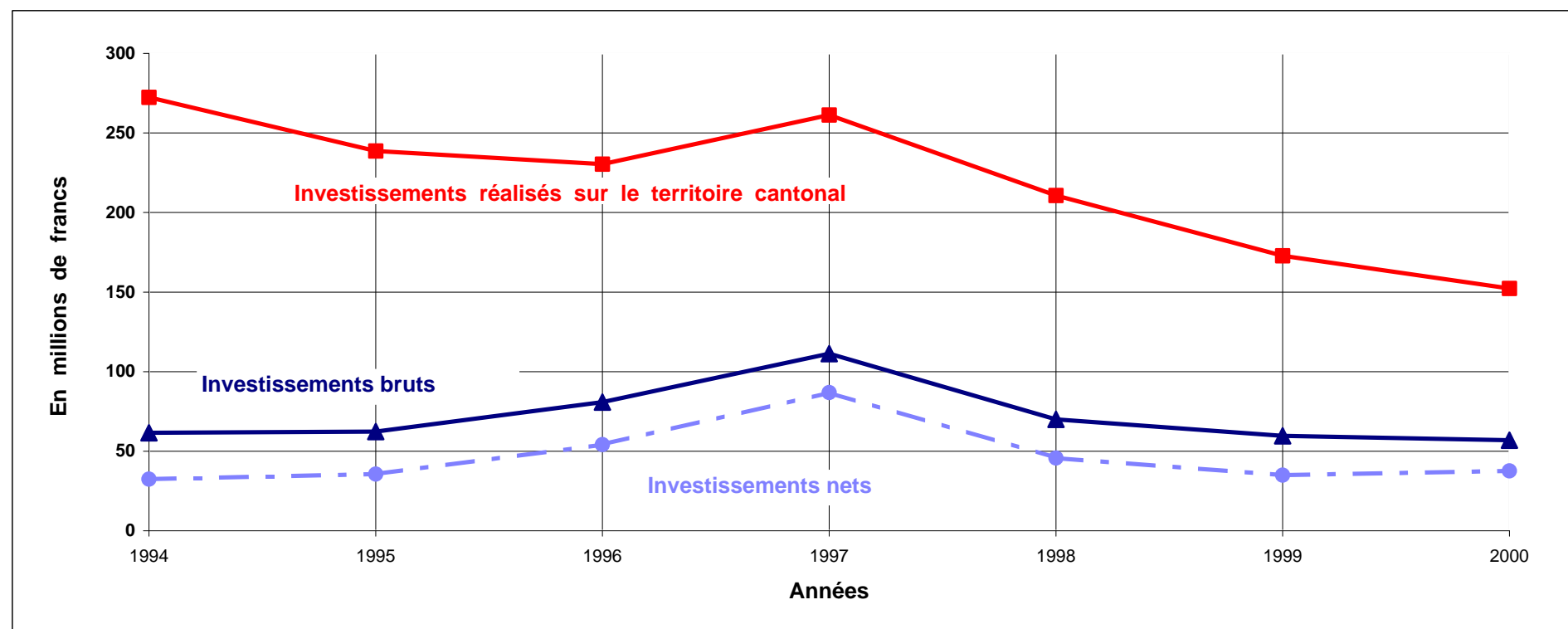




VOLUME DES INVESTISSEMENTS BRUTS REALISÉS SUR LE TERRITOIRE CANTONAL

Montants en millions de francs

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Investissements réalisés sur le territoire cantonal	272.4	238.7	230.4	261.3	210.7	172.8	152.3
Investissements bruts	61.6	62.3	80.9	111.3	70.0	59.7	56.9
Investissements nets	32.5	35.6	54.2	86.9	45.7	35.0	37.6





ECARTS DU COMPTE D'INVESTISSEMENT PAR RAPPORT AU BUDGET 2000

ECARTS GLOBAUX

Montants en millions de francs

<u>Libellés</u>	Plan financier 2000	Budget 2000	Comptes 2000	Ecart par rapport au budget
Dépenses d'investissements	62.1	62.1	56.9	-5.2
Recettes d'investissements	19.8	19.8	19.3	-0.5
Investissements nets	42.3	42.3	37.6	-4.7

PRINCIPAUX ECARTS DES INVESTISSEMENTS NETS PAR RAPPORT AU BUDGET 2000

<u>Objets</u>	<u>Ecart</u>	<u>Causes principales</u>
Constructions et transformations de bâtiments	-2.5	3 chantiers non réalisés et coûts moins élevés que budgétisés
A16	-2.8	Retard dans l'avancement des travaux

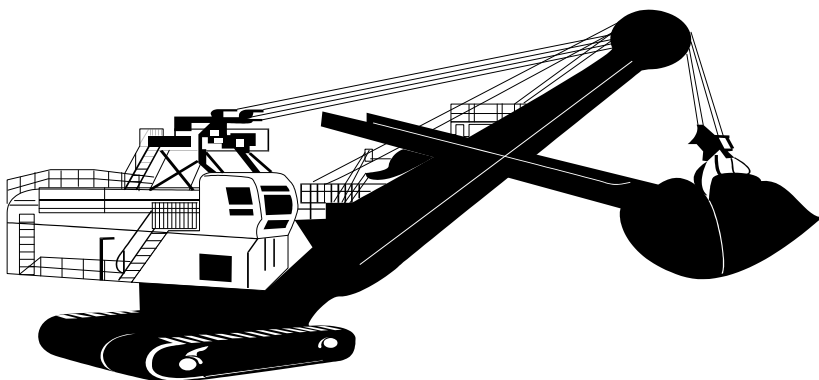


PRÉSENTATION DES COMPTES 2000

PRINCIPAUX CHANTIERS

(Dépenses propres, sans les subventions et les prêts d'investissements accordés à des tiers)

- ☒ Construction de l' A 16
- ☒ Aménagements tronçons J18
- ☒ Centre A16 à Porrentruy
- ☒ Aménagements tronçons J6



LES GRANDS CHANTIERS DE L'ÉTAT

COMPTES 2000

Montants en millions de francs

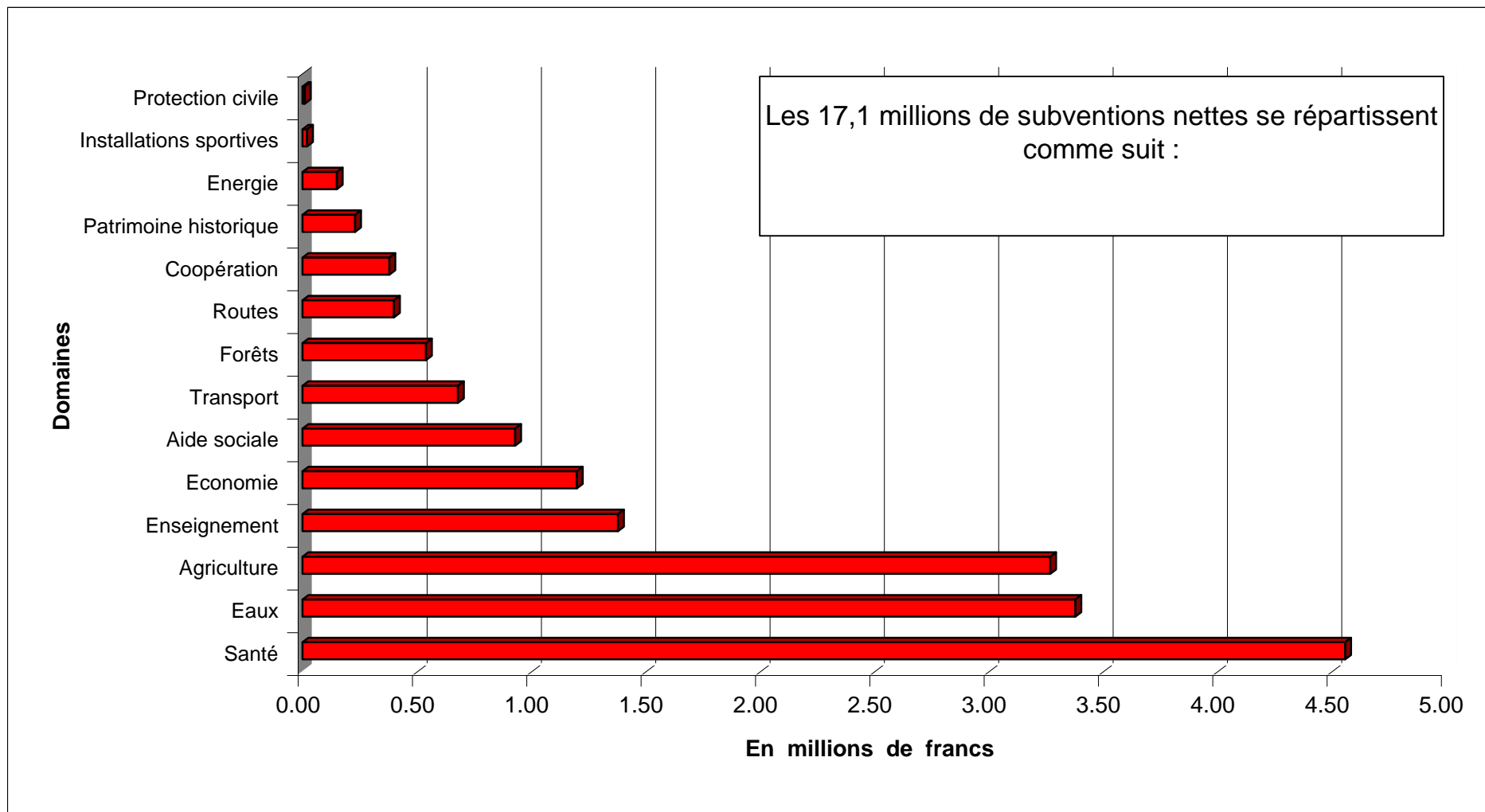
Investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal		Part cantonale nette
	99.3	4.7
	4.3	2.2
	2.2	2.0
	1.4	0.4
TOTAL	107.2	9.3

Ce montant représente 70,4% des investissements réalisés sur le territoire cantonal

Cette somme représente un peu moins du quart de l'investissement net total de l'année 2000



REPARTITION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS NETTES





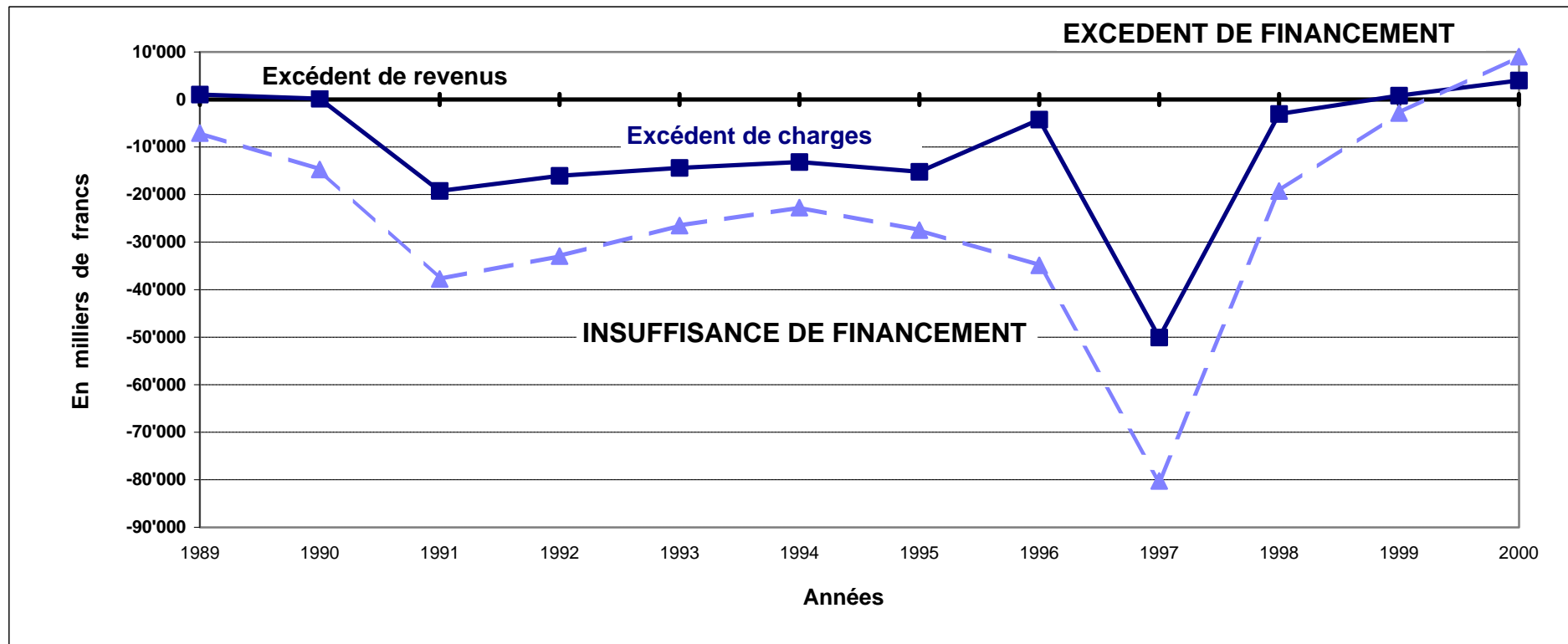
PRÉSENTATION DES COMPTES 2000

EVOLUTION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DE L'INSUFFISANCE DE FINANCEMENT

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Résultat du compte de fonctionnement	1'057	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012
Insuffisance/excédent de financement	-7'055	-14'734	-37'764	-32'936	-26'514	-22'759	-27'484	-34'888	-80'268	-19'255	-2'842	9'001

Les comptes 2000 confirment l'amélioration de la santé financière amorcée en 1999.





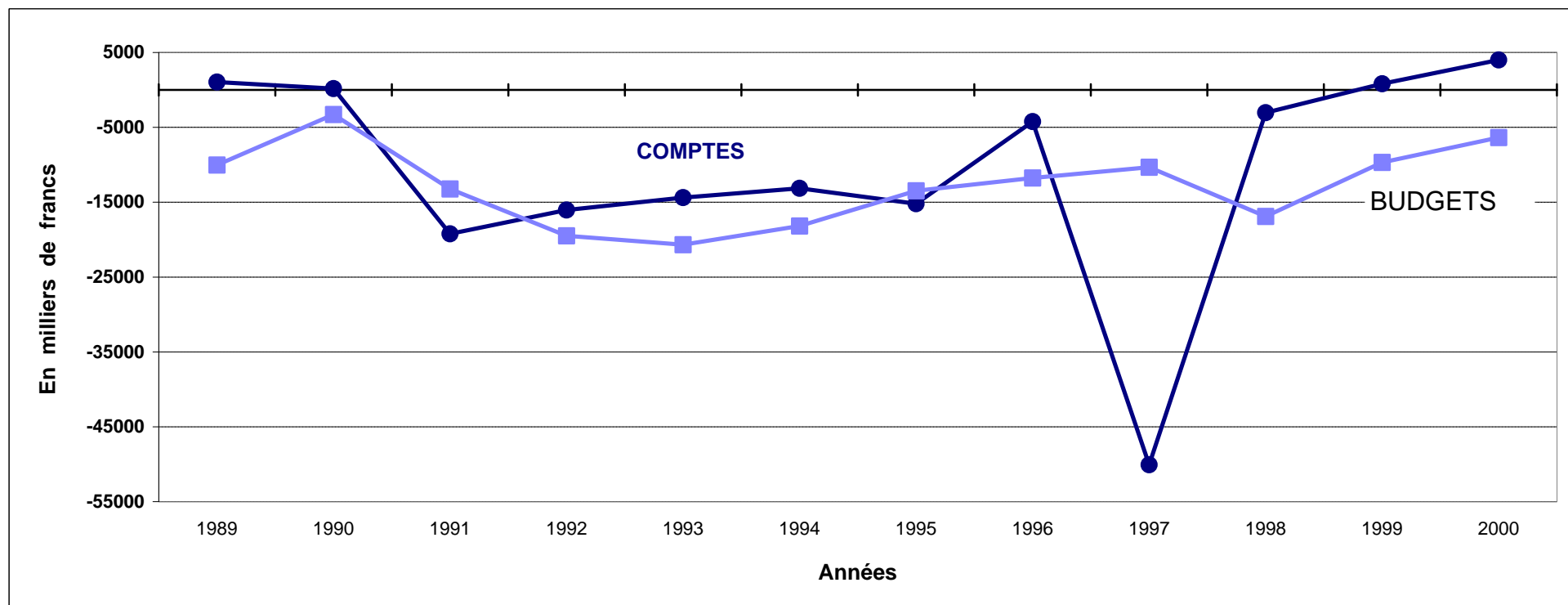
PRÉSENTATION DES COMPTES 2000

ÉVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DES ECARTS BUDGETAIRES

Montants arrondis en milliers de francs et en %

Années	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Résultat du compte de fonctionnement	1'057	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012
Résultat selon le budget	-10'037	-3'292	-13'236	-19'485	-20'673	-18'181	-13'465	-11'762	-10'329	-16'902	-9'686	-6'362
Ecart	11'094	3'470	-5'991	3'446	6'287	5'046	-1'740	7'539	-39'746	13'854	10'508	10'375
Ecart en % des recettes	3.55	1.03	-1.66	0.88	1.51	1.16	-0.39	1.51	-7.77	2.53	1.86	1.75

En 1999, l'écart entre comptes et budgets pour l'ensemble des 26 cantons se montait à 2'265,7 mios ce qui représentait le 3,84% du total des recettes.

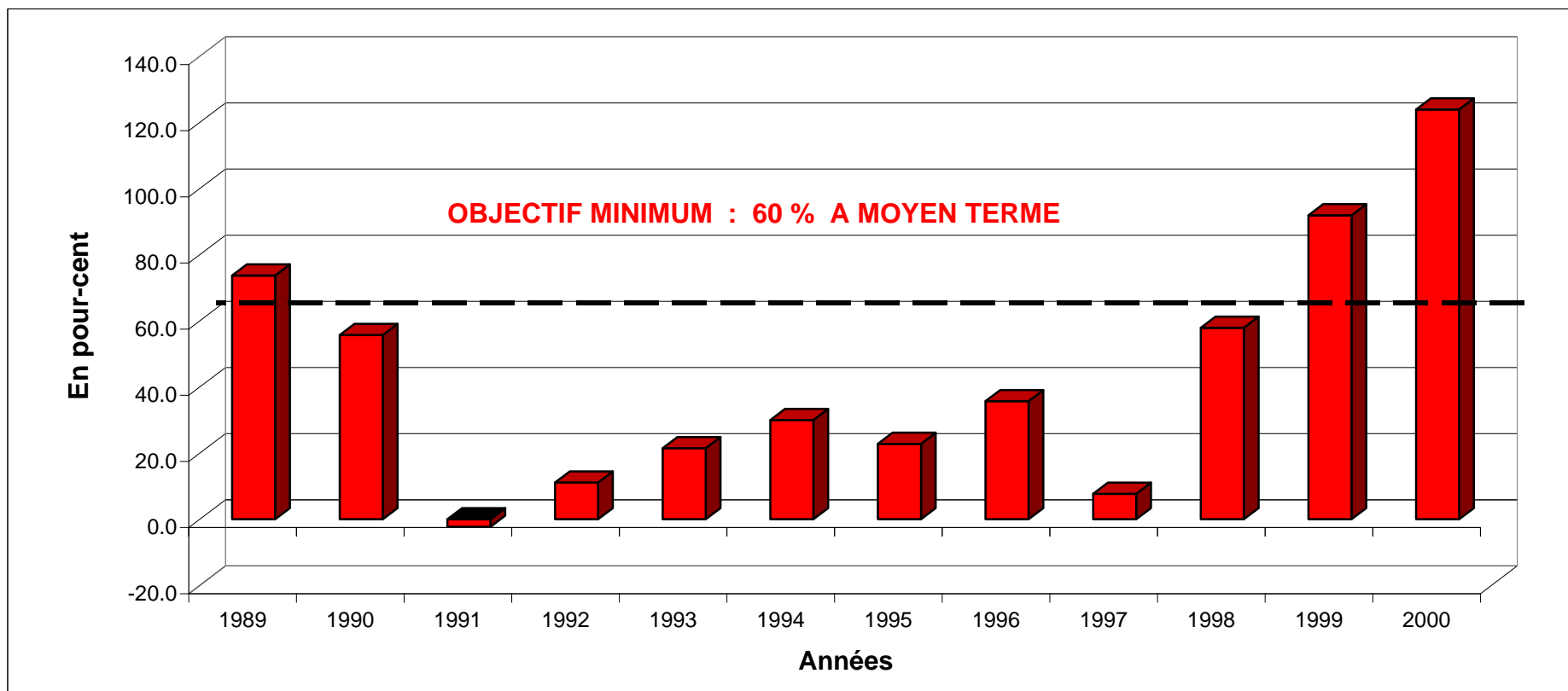




Calculé en % et arrondi à une décimale

Années	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Degré d'autofinancement	73.7	55.7	-2.3	11.1	21.5	30.0	22.8	35.7	7.7	57.9	91.9	123.9

Le degré d'autofinancement des investissements 2000 dépasse pour la première fois les 100%. L'objectif fixé sur le moyen terme n'est pourtant pas encore atteint.





La dette brute est stabilisée et permet de couvrir les emprunts échus en début d'année 2001. Le risque de variation des taux d'intérêts est toujours élevé et les échéances sont conséquentes jusqu'en 2005.

Montants en millions de francs / en francs par habitant

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Dette brute ¹	384.8	389.6	422.6	479.9	494.7	492.0	494.7
- Nouvelle définition dès l'année 2000 ²						535.9	542.2
En francs par habitant	5'607	5'648	6'102	6'960	7'173	7'131	7'189
Dette nette ³	196.6	219.1	253.1	333.1	341.8	339.1	341.8
En francs par habitant	2'865	3'176	3'654	4'831	4'956	4'915	4'967
Intérêts passifs	16.9	18.6	18.9	18.8	19.6	20.4	20.6
En % des charges réelles	4.3	4.5	4.4	3.9	4.2	4.2	4.1
En % des impôts directs et indirects (total des impôts cantonaux, rubrique 40)	10.8	11.4	11.3	11.0	10.8	10.7	10.2

¹ Dettes à court, moyen et long terme (rubriques 21 et 22 du bilan)

² Dès l'année 2000, les prêts de la Confédération dans le cadre des crédits d'investissements dans l'agriculture sont intégrés au bilan de l'Etat (actifs et passifs)

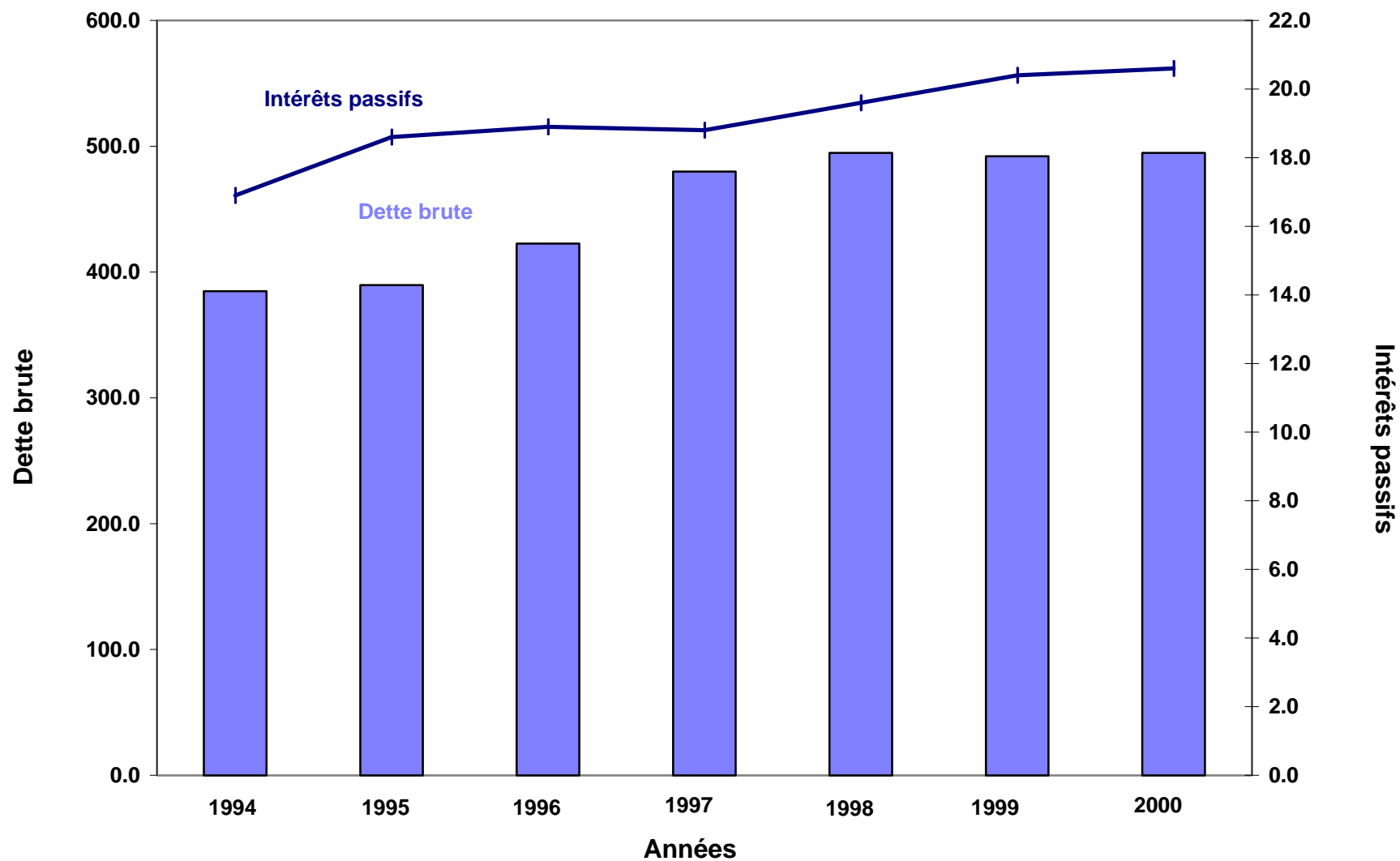
³ Patrimoine administratif sujet à amortissement ./.. avances aux financements spéciaux + perte reportée

<i>Habitants au 1er janvier (ESPOP)</i>	68'626	68'979	69'261	68'948	68'964	68'995	68'818
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------



ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

Montants en millions de francs



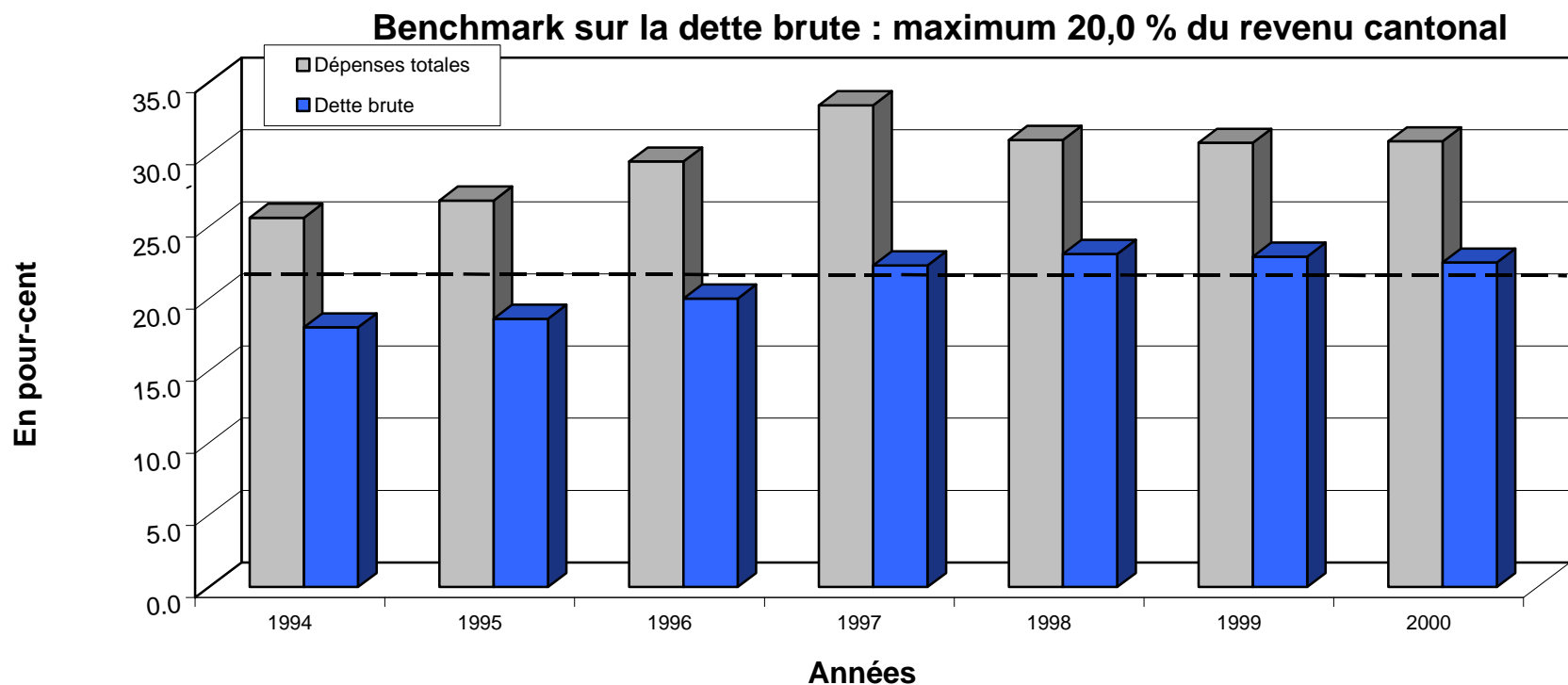


Calculées en % et arrondies à une décimale

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Quote-part des dépenses totales	25.6	26.8	29.5	33.4	31.0	30.8	30.9
Quote-part des investissements nets	1.6	1.8	2.7	4.3	2.3	1.7	1.8
Quote-part de la dette brute	18.0	18.6	20.0	22.3	23.1	22.9	22.5

Quotes-parts de l'Etat : grandeurs comparées au revenu cantonal estimé

La quote-part de la dette brute a évolué favorablement en 2000, mais reste supérieure à 20%.





L'objectif gouvernemental est de maintenir les efforts afin d'assurer une situation financière équilibrée, saine et durable.

- Dangers planant sur la décision et la mise en œuvre du projet de nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les Cantons
- Incertitudes liées à l'attribution des bénéfices résultant de la vente des stocks d'or supplémentaires de la BNS
- Evolution de la conjoncture économique
- Décision et mise en œuvre du projet Pays Ouvert (ressources et effets)
- Marge de manœuvre et possibilités d'anticipation restreintes sur des rubriques budgétaires importantes
- Niveau d'endettement élevé et risque de variation des taux d'intérêts
- Evolution structurelle des coûts du personnel, de la santé et de la formation